

# RÉSOLUTION DE L'AMM SUR LA PROTECTION DU DROIT DES GÉNÉRATIONS FUTURES À VIVRE DANS UN ENVIRONNEMENT SAIN

*Adoptée par la 71ème Assemblée générale de l'AMM (en ligne), Cordoue, Espagne, octobre 2020*

## PRÉAMBULE

L'augmentation exponentielle du nombre d'incendies, de cyclones, de canicules, de la fonte des glaces et de la déforestation, notamment des forêts pluviales, dus au changement climatique montre qu'il n'y a pas de temps à perdre. Il est urgent d'accélérer les efforts qui permettront de déclencher les changements et les politiques qui doivent être annoncés et mis en œuvre par les dirigeants nationaux et internationaux pour enrayer la crise climatique et s'y adapter.

Le changement climatique et la pollution de l'air sont étroitement liés, les deux ayant un impact énorme sur la santé humaine et résultant d'émissions anthropiques dues au recours aux combustibles fossiles. Comme il est préconisé par des organisations internationales, comme dans l'Initiative sur la pureté de l'air, lancée sous l'égide des Nations unies, de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), du programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) et de la Coalition pour le climat et l'air pur (CCAP), tous les gouvernements, les chercheurs et les organisations non gouvernementales devraient s'attaquer de toute urgence à la fois à la pollution de l'air et à la crise climatique.

Compte tenu de l'urgence et de la complexité des changements climatiques, il est nécessaire de créer un changement mondial pour mettre fin aux causes de la crise. C'est pourquoi l'AMM appelle les décideurs internationaux, nationaux, régionaux et locaux, tels que les dirigeants politiques et les juges à reconnaître l'urgence, la complexité et l'interdépendance des luttes contre la crise climatique et à prendre des mesures immédiates afin de protéger les droits des générations futures, au nom de la justice climatique.

La crise climatique cause de graves pertes, dégâts et destructions sur les écosystèmes et la culture. Ces effets sont donc considérables sur toutes les populations du monde. Afin d'assurer aux générations futures le droit de vivre, il est urgent d'adopter et de mettre en œuvre des mesures impératives aux échelons national et international contre les pollueurs qui émettent des gaz à effet de serre ou qui dégradent l'air, l'eau ou le sol.

Les professionnels de la santé ont le devoir de prendre soin de la vie humaine, mais aussi de la vie des générations future et de toutes les formes de vie, de les respecter et de les protéger. L'AMM considère que tout le monde, y compris les générations futures, a droit aux ressources environnementales, économiques et sociales nécessaires pour mener une vie saine et productive, telles qu'un air et une eau purs, un sol sain, ainsi que la sécurité alimentaire. C'est pourquoi l'AMM a la responsabilité historique d'agir de manière proactive afin d'engager les changements et solutions nécessaires pour lutter contre la crise climatique.

## RECOMMANDATIONS

L'AMM recommande à ses membres et aux autres organisations dont elle est proche :

1. de collaborer avec les organisations compétentes dans leur pays afin d'hâter la prise de conscience de la nécessité de sanctions contraignantes et de politiques nationales et internationales contre les pollueurs qui menacent la vie des générations futures en émettant des gaz qui sont des facteurs établis de crise climatique et de pollution de l'air, des sols et de l'eau.
2. d'appeler tous les gouvernements nationaux, les dirigeants politiques, les chercheurs et les professionnels de la santé à se mobiliser pour élaborer et mettre en œuvre des politiques complètes à même de faire pièce aux problèmes dus à l'utilisation de combustibles fossiles par l'industrie et des personnes et qui conduisent à la crise climatique et à la pollution de l'air, de l'eau et des sols.
3. d'appeler instamment tous les professionnels de la médecine, les médias et les institutions gouvernementales et non gouvernementales à nommer le changement climatique « crise climatique » et inciter les dirigeants des États, des collectivités locales et des communes à déclarer l'état d'urgence

climatique afin de lancer une mobilisation à l'échelle de la société. Encourager en outre les médias à promouvoir le concept du droit de vivre des générations futures.

4. de mettre à jour les cursus des facultés de médecine afin d'y intégrer des cours obligatoires de santé environnementale en vue de former des professionnels de santé qui soient en mesure de penser de manière critique les impacts sanitaires des désordres environnementaux, de comprendre les raisons, les conséquences et les dimensions de la crise climatique et qui soient capables de proposer des solutions pour protéger les droits et la santé des générations futures ;
5. de militer et d'organiser des campagnes interdisciplinaires afin de faire cesser les nouvelles permissions données aux installations industrielles utilisant des combustibles fossiles qui génèrent de la pollution et aggravent la crise climatique ;
6. d'exhorter les gouvernements nationaux et les organisations internationales telles que l'OMS à adopter des réglementations plus strictes sur la protection de l'environnement et les procédures d'évaluation, d'autorisation, de suivi et de contrôle des nouveaux sites industriels afin de limiter les effets sanitaires de leurs émissions ;
7. de militer activement en faveur de politiques permettant de maximiser les bénéfices sanitaires en réduisant la quantité de polluants dans l'air (ozone troposphérique, particules en suspension, etc.) et les émissions de carbone, d'accroître la part de la marche, du vélo et des transports en commun dans les déplacements et favoriser les régimes alimentaires sains et riches en légumes pour assurer la justice climatique ; d'exhorter les dirigeants internationaux, nationaux, régionaux et locaux à adopter et à mettre en œuvre des politiques favorables à la qualité de l'air et au climat qui permettront d'atteindre les valeurs énoncées dans les directives de l'OMS relatives à la qualité de l'air ambiant ;
8. d'exhorter les gouvernements nationaux, régionaux et locaux, à travers des campagnes publiques et des actions de plaidoyer, à cesser de subventionner les industries fossiles et à rediriger ces aides vers une transition juste, des mesures en faveur de l'efficacité énergétique, des sources d'énergie écologiques et le bien-être de la population ;
9. d'inviter instamment les gouvernements et le secteur privé à investir dans des politiques favorisant une transition juste pour les travailleurs et les communautés touchées par le passage à une économie décarbonée et à bâtir une protection sociale par l'investissement dans des métiers écologiques ;
10. d'exhorter les gouvernements nationaux, régionaux et locaux à agir sur les autres causes de la crise climatique telles que l'agriculture, l'élevage et la déforestation industriels ; de plaider pour la promotion d'un commerce et d'une finance qui privilégient et facilitent les pratiques agroécologiques, mettent fin à la déforestation visant à l'expansion de l'agriculture industrielle et réduisent la dépendance aux pratiques agricoles nuisibles à l'environnement telles que l'élevage, l'agriculture et la pêche industriels ;
11. d'exhorter les gouvernements nationaux, régionaux et locaux à investir dans les capacités humaines et l'infrastructure du savoir afin de diffuser les pratiques agricoles régénératives qui permettent de parvenir au changement nécessaire tout en assurant de nombreux bénéfices aux paysans comme aux consommateurs, notamment un réseau de soutien mondial sur le terrain pour les paysans et en maintenant le carbone dans le sol. D'appeler à bâtir des systèmes alimentaires locaux résilients et régénérateurs permettant de réduire les émissions de carbone, soutenir les modes de vie des communautés agricoles et assurer la sécurité alimentaire des générations futures ;
12. d'exhorter les gouvernements nationaux, avec la participation du secteur de la santé, à élaborer des plans d'adaptation et à mener des évaluations nationales des conséquences de la crise climatique sur la santé et de la vulnérabilité du secteur de la santé afin de l'adapter.